

*Crédit agricole—Loi*

comme faisant partie d'une seule et même entreprise au service de tous les citoyens canadiens? A ce moment-là, ces grands cerveaux qui travaillent entre deux cloisons étanches, comme le feraient des entreprises privées autonomes, et qui ne jurent que par la rentabilité et l'efficacité, contribueraient à rendre la machine administrative fédérale plus rentable, plus efficace, et surtout plus acceptable à tous les Canadiens.

Étant donné aujourd'hui que l'on voit combien la vie rurale peut échapper aux misères de la vie urbaine, aux crises continuelles entre le capital et le travail, à la déchéance morale de l'économie capitaliste, on tarde encore à reconnaître à la classe agricole la pleine égalité sociale et économique, et à lui permettre d'organiser elle-même son cadre et ses institutions.

Conséquemment, l'organisation industrielle de l'agriculture rendant inévitable la disparition de milliers d'exploitations agricoles familiales, au moment où il faudrait remplir les campagnes de citoyens libres et heureux, il y a présentement des gens de Montréal qui viennent s'installer dans Kamouraska. Cinq familles ont quitté la ville pour venir s'installer dans Kamouraska, dans un milieu rural. Si je m'attardais quelque peu à raconter les faits historiques se rapportant à Kamouraska, on constaterait que depuis un peu plus de 50 ans certains faits nous rappellent des circonstances qui ont entouré l'établissement de la ferme expérimentale de Ste-Anne-de-la-Pocatière. Je pourrais relever des débats à la Chambre relatant que le député fédéral de Kamouraska de l'époque a participé à l'établissement de la ferme expérimentale de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Ce sont des faits, et, comme je le disais au début de mes remarques, ce qu'il y a de malheureux dans tout cela, c'est que les agriculteurs qui ont contribué à agrandir les domaines ruraux, je parle de Kamouraska, mais cela se produit aussi dans toute la province de Québec, du moins dans les régions que j'ai eu l'avantage de visiter au Canada, ont réussi il y a 50 ans, avec des moyens bien ordinaires, à élever leur famille sur des terres de 100 acres ou même parfois de 30 acres. Aujourd'hui, ces mêmes familles ne peuvent plus vivre sans s'endetter «par-dessus la tête». Il faut agrandir, il faut des syndicats pour emprunter, pour organiser tout le mécanisme agricole, car il faut une machinerie très dispendieuse.

Je ne m'oppose pas à l'évolution, j'y participe, j'essaie du moins, et je me tiens à la page. J'essaie de suivre l'évolution de l'époque. Mais il y a tout de même des constatations que l'on doit faire, étant donné les circonstances.

En ce moment, il faudrait remplir les campagnes de citoyens libres et heureux, cultivant la terre et non l'exploitant, car il y a une différence entre cultiver la terre et l'exploiter. Il faudrait s'occuper de petites et moyennes unités, selon leur force et selon les exigences modernes du travail et des loisirs. On préconise plutôt les solutions adaptées au monde industriel, c'est-à-dire des exploitations de plus en plus lourdes, fragiles économiquement, et humainement écrasantes.

Se peut-il qu'aux seules fins d'en diminuer la liberté et la force démocratique, on exploite la soif de l'argent et du confort d'une classe de gens qui a été trop longtemps privée? Mais quels seront demain les effets d'une telle politique sur les citoyens ruraux et la société tout entière?

On ne peut s'endetter indéfiniment. Il est impossible de penser qu'on peut obtenir une société juste en endettant tout le monde. Il me semble que c'est facile de raisonner ainsi.

[M. Dionne (Kamouraska).]

Au moment où la question agricole nous apparaît comme étant tellement compliquée et où les réponses que donnent technocrates et politiciens aux problèmes du monde rural s'éloignent, semble-t-il, de plus en plus des besoins et des aspirations d'une partie de plus en plus importante de la population, il est bon de tenter de revenir aux principes de l'ordre social que nos institutions s'emploient à maintenir, ne serait-ce que pour s'y retrouver, ou du moins pour essayer de voir si les changements qui s'opèrent à «coups de lois» se font à l'encontre ou non de la philosophie qui a guidé l'organisation de notre société rurale.

On ne change pas une société du jour au lendemain. Comme un organisme vivant, elle ne peut s'adapter que progressivement à de nouvelles conditions. Si l'on va trop vite, le stress menace de détruire l'organisme. Et, en politique, contrairement à ce qui se passe dans le monde biologique, on ne peut recourir aux antibiotiques pour corriger rapidement les malaises. C'est pour cela qu'il faut prendre garde quand il s'agit d'adopter une loi.

L'ordre social est le résultat de milliers d'expériences péniblement vécues par l'humanité. L'homme s'est rattaché, au cours des âges, à un certain nombre de principes. Ils lui ont permis de survivre, de guider son action, et de transmettre à ses descendants des normes de conduite.

Aujourd'hui comme hier, le pain, la science, la religion sont les trois sources de la sagesse humaine. L'homme s'est peu à peu reconnu sociable, c'est-à-dire dépendant de ses semblables pour satisfaire à ses besoins, et ce de sa naissance à sa mort. Il a jugé nécessaire et meilleur pour lui que des individus se groupent et se chargent de pourvoir aux divers besoins. Les classes sociales se sont donc organisées avec plus ou moins de succès, avec plus ou moins d'emprise sur le pouvoir politique, devenu de plus en plus nécessaire.

Dans ce grand jeu, la classe agricole n'a pas eu la meilleure part, malgré l'importance de son rôle. Pourvoyeur de la vie physique, cantonné dans ses champs, l'agriculteur a dû se tenir loin de la place publique où finalement les intrigues politiques et sociales se sont organisées et où les articulations complexes des classes dirigeantes se sont orchestrées.

Je m'en souviens, quand j'étais jeune, chez nous, dans Kamouraska, j'ai entendu cela. Nous avions des politiciens qui apparemment étaient des orateurs classés. Je me souviens d'une phrase, entre autres, qui n'a jamais quitté ma mémoire. Il s'agissait d'essayer d'influencer les gens réunis en assemblée politique. Parce qu'il s'agissait d'un milieu rural, ou utilisait certains moyens. Cette phrase dont je parle était la suivante: «Quelle noble profession que celle de l'agriculteur qui, à l'ombre du clocher paroissial, trace le sillon nourricier qui assure pour sa famille et l'humanité la nourriture dont il a besoin!»

Ce sont des phrases comme celle-là que nos politiciens de couleur utilisaient dans Kamouraska il y a 40 ou 50 ans. Celui qui l'a prononcée a été élu aussi, et il est devenu ministre. Ensuite on constate les résultats néfastes du système actuel: une population d'endettés. Qu'on essaie de me prouver le contraire!

La classe agricole a assumé plus que sa part des bêtises des classes privilégiées, en leur permettant de faire parfois les plus abominables sottises. C'est pourquoi sans doute les tyrans qui savaient la patience contenue des paysans ont toujours cherché à maintenir en esclavage les travailleurs agricoles. Sans la docilité de ces derniers, la paresse et les vices sociaux des groupes qui détenaient le pouvoir n'auraient pas été possibles. Signalons en passant que les